



Décision n° 2018-340

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2018-07 du 1^{er} juin 2018 réglementant la pratique du bivouac dans le cœur du parc national,

VU la demande présentée le 20 juillet 2018 par Monsieur FRANÇOIS Guillaume, photographe professionnel,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » liés au territoire du Mercantour et « 2° *participation aux missions de l'établissement public du parc* »,

Décide :

Article 1-

Monsieur FRANÇOIS Guillaume, photographe professionnel et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national du Mercantour

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser un reportage sur le Lagopède alpin réalisé dans le cadre d'un reportage prévu dans le magazine TERRE SAUVAGE « édition spéciale 40 ans du Mercantour ».

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour les périodes suivantes :

- du 03 septembre au 03 novembre 2018
- du 1^{er} janvier 2019 au 15 avril 2019

sur les parties de territoire incluses dans le cœur du parc national du Haut-Var-Cians, du Verdon et de la Vésubie.

Le bénéficiaire est tenu d'informer préalablement le service coordinateur du Parc national des sites et du programme de prises de vues retenus, au minimum 3 jours ouvrés avant la date de présence effective sur place.

Contacts :

- chef de service, Julie MOLINIER
04.93.16.50.82 / 06.84.70.74.82 (julie.molinier@mercantour-parcnational.fr)
- chargé de mission « CClimaTT » - Jérôme MANSONS
04.93.16.78.83 / 06.99.02.89.84 (jerome.mansons@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de parc national, y compris d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du parc national du Mercantour.

Article 6 : autres dispositions réglementaires relatives au cœur du parc national

6.1. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du Parc national.

6.2. La présente décision ne vaut pas autorisation de déroger à la réglementation en vigueur, relative au bivouac.

6.3. Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national du Mercantour.

Article 7 :

7.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans son reportage et sur ces photographies, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

7.2. Dans un délai de 6 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie haute définition d'une sélection d'au moins 5 clichés réalisés dans le cœur du parc national
- une copie du reportage ou un lien Internet lui permettant de visionner le reportage sans limite de durée de validité.

7.3. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire « © Guillaume FRANÇOIS 2018 ».

Le cas échéant, le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à publier le lien électronique du reportage sur son site Internet, sous réserve de la mention obligatoire

7.4. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

Article 8 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 9 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 10 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 28 août 2018



*Le Directeur du
Parc national du Mercantour*

CHRISTOPHE VIRET